Louis-Guillaume Verrier (1690-1758)

Edouard Fabre-Surveyer

Volume 6, numéro 2, septembre 1952

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301516ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301516ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fabre-Surveyer, E. (1952). Louis-Guillaume Verrier (1690-1758). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 6(2), 159–176. <https://doi.org/10.7202/301516ar>

LOUIS-GUILLAUME VERRIER (1690-1758)

La réunion, à Québec d'abord puis à Montréal, de l'Association Henri Capitant pour la culture juridique française, m'incite à présenter à nos distingués visiteurs une esquisse bien imparfaite de l'homme qui, du temps où le Canada était colonie française, fut le principal artisan de cette culture juridique.

Louis-Guillaume Verrier naquit à Paris, dans la paroisse Saint-Christophe, le 15 octobre 1690, du mariage de Guillaume Verrier, procureur de la cour, et de Marie-Madeleine Thibault, fille de M. Thibault, aussi procureur de la Cour. Il était naturel que Verrier, avec un tel père et un tel aïeul, fût porté du côté du droit. Il fit ses études sous un professeur du nom de Germain. Dans la bibliothèque de Verrier figurent deux volumes de plaidoyers d'un avocat de ce nom. S'agit-il du même personnage? Verrier fut immatriculé au Barreau de Paris le 8 août 1712, dans sa vingt-deuxième année.

Le 5 mars 1727, Mathieu-Benoît Collet, procureur-général au Conseil supérieur de Québec, mourait en cette ville. Verrier sollicita sa succession.

Quels motifs, à trente-sept ans, lui auraient inspiré cette démarche? Une peine d'amour? La clientèle se tenant éloignée de son cabinet de la rue du Mûrier, paroisse Saint-Étienne du Mont? Le désir de voir du nouveau? Ne parlons point d'appât du gain, car les emplois au Conseil supérieur ne sont guère rémunérés. Dès le début, du reste, le gouvernement allait lésiner avec le nouveau procureur. Quoi qu'il en soit, le 23 mars 1728, le comte de Maurepas, président du conseil de la marine, s'informe auprès du procureur-général, des aptitudes de Verrier au poste que celui-ci convoite. La réponse est favorable, et le 20 avril 1728, Verrier est nommé. Le 11 mai, le président du conseil écrit à M. de Beauharnois, gouverneur général, qu'il donnera passage sur l'"Éléphant", au Sr Verrier, ainsi qu'au sieur Boucault, procureur du roi à Québec. La traversée eut-elle lieu à cette époque ou quelques mois plus tard? On ne trouve aucune mention de Verrier, dans la colonie, avant septembre suivant. Le 5 du mois, Verrier se fait donner par M. Boul-

lard, vicaire général et curé de Québec, un certificat attestant sa conduite de bon catholique et la réception des sacrements de Pénitence et d'Eucharistie depuis son arrivée à Québec. Le 9 a lieu l'information régulière de ses vie et mœurs. Enfin, le 17 septembre 1728, sa commission est enregistrée à Québec. On voit, par une lettre du gouverneur de Beauharnois et de l'intendant Hocquart, au ministre, en date du 25 octobre 1729, que le gouverneur et l'intendant ont informé Verrier qu'il n'a dû jouir de ses appointements que du jour de la date de sa commission. Si nous comprenons bien cette lettre, elle signifie que Verrier n'aura reçu aucun salaire pour le temps écoulé entre la date de sa nomination et celle de l'enregistrement de cette commission, soit cinq mois. Pour le dédommager, on lui transporta gratuitement "un tonneau de fret", probablement ses meubles et sa bibliothèque.

Quelles étaient ces fonctions que Verrier était appelé à remplir au Canada ? Jusqu'à la formation du Conseil souverain de la Nouvelle-France, en avril 1663, la justice était rendue au Canada plus ou moins à la bonne franquette, et, d'après le Père Charlevoix, elle ne s'en portait pas plus mal. Il y avait pourtant bien des sujets à régler, ce qui amena la création du Conseil souverain, dont le titre fut, en 1703, changé en celui de Conseil supérieur, "par délicatesse", dit l'abbé Louis Bertrand de la Tour, qui en fit partie pendant deux ans. D'après d'autres ce changement aurait eu lieu parce que Louis XIV entendait se réserver le monopole du titre de souverain.

Le Conseil souverain a eu ses historiens : M. Raymond du Bois Cahall qui en 1951 présenta une thèse sur ce sujet à l'Université Columbia de New-York, et M. Jean Delalande, alors consul de France à Montréal, et maintenant ministre, à qui son ouvrage valut le titre de docteur en droit de l'Université de Montréal, après avoir été primé au concours d'histoire du Canada de 1926. Nous nous contenterons donc de résumer.

L'ordonnance d'établissement disait : "avons donné audit conseil... le pouvoir de connaître de toutes causes civiles et criminelles pour juger sommairement et en dernier ressort selon les lois et ordonnances de notre royaume et procéder autant qu'il se pourra dans et manière qui est pratiquée et se garde dans le ressort de notre cour de Parlement de Paris, nous réservant néanmoins... de changer,

réformer et amplifier les dites loix et ordonnances... que nous croyons être plus utiles à notre service et au bien de nos sujets dudit pays."

Les pouvoirs judiciaires accordés au Conseil étaient donc extrêmement vastes, bien qu'il fût avant tout une Cour d'Appel. Le conseil siégeait quatre heures chaque lundi. Quant au procureur-général, encore d'après M. du Bois Cahall, il devait joindre une connaissance des ordonnances et décrets du Conseil à la connaissance des lois et ordonnances de France. Il était consulté sur chaque point et devait exposer le fait et le droit. Il formulait des conclusions et prononçait des réquisitoires. Le conseil suivait généralement son avis.

Tel était le rôle accepté par Verrier et qu'il joua pendant trente ans. Il ne tarda pas à s'affirmer, et dès octobre 1728 M. de Beauharnois écrivait au ministre "que le conseil paraît très content du présent que vous lui avez fait de M. Verrier", ajoutant: "Il est au fait de son emploi et fort attaché à son devoir."

Il serait fastidieux de faire l'historique de tous les litiges auxquels Verrier fut mêlé. Nous n'en rappellerons que deux, notés par les historiens. Du reste, M. Delalande (p. 227) remarque que de 1729 à 1759, "l'autorité du conseil se confine dans l'expédition monotone des affaires judiciaires", ce qui est peut-être exagéré.

Le 2 mai 1729, le président du conseil de la marine écrit à Verrier, pour approuver sa conduite au Conseil supérieur dans une affaire ecclésiastique. La prise de possession de l'évêché par M. de Lotbinière, comme fondé de procuration de l'évêque, était dans les formes, dit-il, et Verrier a bien fait de s'opposer à l'enregistrement des bulles, cette formule étant superflue quand il s'agit d'un évêque nommé par le Roi.

Le 3 décembre 1729, le Conseil rend une ordonnance qui enlève à l'intendant la connaissance des demandes et contestations entre le frère Turcq dit Chrétien, ci-devant supérieur des Frères hospitaliers de Montréal, et ses créanciers. Le conseil envoie les parties par devant le sieur Verrier, procureur général, nommé et établi commissaire en cette partie, "à l'effet d'être, les dites demandes et contestations instruites devant lui". Le regretté E.-Z. Massicotte jette de la lumière sur ce différend:¹

1. *Bulletin des recherches historiques*, XXII: 368.

“Louis Turcq dit Castelveyre, né à Martigues, (Provence), reçut en France de M. Charon l'administration de la communauté des hospitaliers, dits frères Charon. Il arriva au Canada en 1719, rendit visite à Monseigneur de Saint-Valier, puis vint à Montréal prendre charge de l'institution. De curieux détails sur son entrée en fonction se trouvent dans l'inventaire des biens de M. Charon dressé par le notaire Raimbault du 13 au 25 octobre 1719. Six ans plus tard, se voyant dans l'impossibilité de payer les dettes de l'hôpital, le frère Chrétien s'enfuit aux Antilles. Honnête homme cependant, il réussit, vers 1735, à satisfaire à tous ses engagements, et s'établit à Saint-Domingue où il fonde un petit hospice dans lequel il loge des nécessiteux. C'est dans cette charitable occupation que la mort le surprend le 21 mars 1755.”

Le 2 septembre 1730, le Conseil rend une ordonnance qui met à néant l'appel des Frères hospitaliers de l'Hôpital général de Montréal contre une ordonnance de Verrier, et décide que les Frères hospitaliers seront tenus de donner communication au sieur Bonnault, fondé de pouvoirs de la majeure partie des créanciers du frère Turcq dit Chrétien, des titres et pièces de l'instance entre eux et ledit frère Turcq dit Chrétien. Le 7 octobre 1735, Hocquart écrit au ministre de la marine qu'il n'y avait que Verrier pour débrouiller cette affaire.

Un autre arrêt du Conseil s'attire les critiques de Maurepas. Le 16 avril 1731, le Conseil déclare Eustache Léonard Mondor, habitant de la Côte Saint-François-Xavier, (Cap Rouge) non-recevable dans sa requête pour que les héritiers Crépeau soient mis en cause, conjointement avec les héritiers Chabot, pour voir à fournir et indemniser ledit Mondor du prix de la vente de trente arpents appartenant aujourd'hui aux marguilliers de l'église de l'Ancienne Lorette, à cause de la concession qui en a été faite à leur fabrique par le sieur Duchesnay. Verrier eut-il quelque part dans cet arrêt ? Est-ce de lui que Mondor se serait plaint au ministre de la marine ? En tout cas, c'est à Verrier que celui-ci écrit le 19 avril 1732 et trouve extraordinaire qu'Eustache Léonard Mondor ait été condamné à payer le prix d'un terrain dont il n'a pas joui, qui ne lui a pas été livré, et qui n'appartenait même pas au vendeur.

Joseph-Edmond Roy le note avec raison: Verrier fut le plus remarquable des procureurs généraux au Conseil supérieur. N'eût-il été que cela toutefois, il est probable qu'il serait aussi négligé aujourd'hui que son prédécesseur Mathieu-Benoît Collet, auquel la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a rendu, le 24 juin dernier, un tardif hommage. Ouvrions-nous ici une parenthèse? A la vérité, on ne peut comprendre l'étendue de l'œuvre de Verrier sans dire un mot de celle de son prédécesseur, assez semblable sur maints points, mais qui paraît n'avoir guère été appréciée de son temps. Mathieu-Benoît Collet, fils de Benoît Collet, avocat au Parlement de Paris, et d'Antoinette Tomé, de Sainte-Croix, Lyon, naquit en France à une date que nous ignorons. Il fut avocat au parlement de Paris, et le 14 avril 1712, il était nommé procureur général au Conseil supérieur, charge vacante depuis six années. Quand, au juste, arriva-t-il au Canada? Nous l'ignorons, mais dès le 7 janvier 1713, il épousait, à Québec, après contrat passé devant Barbel, notaire, le 31 décembre 1712, Elizabeth Denys de Saint-Simon, fille de Paul Denys de Saint-Simon, grand prévôt de la maréchaussée, et de Marie Madeleine de Peiras. Le 20 janvier 1710, Paul Denys avait été nommé conseiller temporaire; le 20 août 1714, il était installé. Madame Collet mourut après vingt mois de mariage, le 25 septembre 1714, laissant un fils, Mathieu, qui, né le 3 novembre 1713, mourait le 9 octobre 1714, une quinzaine de jours après sa mère. La sœur aînée de madame Collet, Louise-Catherine, devait épouser en secondes noces Guillaume Gaillard, aussi membre du conseil supérieur. Collet mourait à Québec le 7 mars 1727, universellement regretté. Son testament en date du 4 mars 1727 et l'inventaire de sa succession en date du 31 mars 1727, tous deux passés devant Louet père, sont portés disparus du Palais de Justice de Québec. Heureusement, Joseph-Edmond Roy qui écrivait en 1899, nous a conservé les noms des légataires de Collet, filleuls ou parents de sa femme, Collet n'ayant aucun parent dans ce pays. Par lui nous possédons aussi le catalogue de la bibliothèque de Collet, insignifiante à côté de celle de son successeur. Collet demeurait à Québec, face au rempart et à la rue du Palais. Il était sieur de la Fortière.

Le 8 septembre 1714, par acte passé devant Saillant, notaire, sa légataire universelle, Marie-Anne Denys de Saint-Simon, veuve de Michel Berthier, chirurgien du Roi, vendait à Michel Routier, cul-

tivateur de Sainte-Foy, et à son épouse, née Marie-Thérèse-Angélique Mauffet, une propriété faisant partie des anciennes "prairies de Marsollet," qui lui venait, dit-elle, de son beau-frère Collet. On n'a pu découvrir le titre de ce dernier².

Le lendemain de la mort de Collet, M. de Beauharnois écrivait au ministre: "La Colonie, Monseigneur, vient de faire une très grande perte par la mort de M. Collet, procureur général du Conseil, qui avec sa grande capacité avait le talent d'accommoder une infinité de procès". Nicolas Lanouillier, conseiller depuis 1722, remplit le poste de procureur général jusqu'à l'entrée en fonction de Verrier, soit environ une année et demie.

Un mot maintenant de l'œuvre de Collet.

Il est nommé procureur général le 14 juin 1712, et entre en charge le 14 octobre de la même année. Dès 1712, et de nouveau en 1713, il adresse une requête au ministre où, après lui avoir représenté la cherté de la vie et demandé un surplus d'appointements, il attire son attention sur les actes des notaires et sur la nécessité de les déposer en lieu sûr. En 1714 il fait des observations sur les difficultés d'exécution au Canada de certains articles de l'ordonnance de 1667. Enfin, en 1717, passé en France, il soumet plusieurs mémoires au sujet de l'organisation de la justice. Les plus importants de ces mémoires ont trait aux sujets suivants:

1. Organisation des nouvelles paroisses.
2. Projet de code civil.
3. Éviter la longueur des procès, avec défense aux notaires et huissiers de s'en charger.
4. Pour autoriser les officiers de justice à se charger des procurations de leurs amis.
5. Conservation des minutes des notaires.

Joseph-Edmond Roy a reproduit ces mémoires dans son *Histoire du Notariat* (T. 1er, pages 281 à 289). Le premier mémoire fut envoyé à Messieurs de Vaudreuil et Bégon. Quant au projet de code que Collet se proposait de rédiger en France moyennant une somme de mille livres, plus les frais d'impression, Collet reçut cette réponse aussi brève que peu encourageante: "Le Conseil ne juge pas

2. *Bulletin des recherches historiques*, XXVII: 145.

à propos qu'il y travaille, il fera mieux de repasser au Canada où sa présence sera plus utile à la colonie." Les deux propositions suivantes, nos 3 et 4, n'eurent pas plus de succès. Seule, la dernière, concernant les actes des notaires, présentée le 15 mai 1717 retient l'attention du Conseil. Le 2 août suivant, le Roi donne sur cette matière une déclaration en onze articles, laquelle n'est enregistrée au Conseil supérieur que deux ans plus tard, le 2 octobre 1719. Sept autres années après, le 7 octobre 1726, André de Leigne, lieutenant général civil et criminel à la prévôté de Québec, commence l'inventaire des notaires décédés dans la prévôté. Il se met à l'ouvrage avec une lenteur qui n'avait d'égale que son incompetence. Le 1er mai 1731, le président du conseil, loin de lui accorder une gratification, le menace de révocation, s'il ne se comporte pas mieux. Quand ce pauvre Collet mourut, une seule de ses propositions avait donc reçu un commencement d'exécution, et encore! Jusqu'à cette époque, les études des notaires offraient un désordre indescriptible, tout s'y empilant en feuilles volantes, sans suite. De plus, les héritiers d'un notaire décédé prenaient possession de son greffe comme de chose leur appartenant. Des greffes entiers sont ainsi disparus. La mort, en octobre 1728, du notaire Florent de la Cetière donna lieu au conseil d'agir avec rigueur. Les scellés furent apposés sur son greffe et ordre donné de faire l'inventaire de ces papiers. Sa veuve demanda que cet inventaire ne fût pas fait aux frais de la communauté; elle fut déboutée de sa demande. L'inventaire révéla un désordre déplorable. Ce fait et le refus de la veuve d'un autre notaire, Chambalon, de déposer au greffe l'étude de son mari dessillèrent les yeux des autorités.

* * *

Et nous revenons à Verrier. Le 25 mars 1730, à Versailles, le Roi rendait un arrêt, et le ministre commettait ledit Verrier pour faire le dépouillement de toutes les minutes des notaires dans l'étendue de la prévôté de Québec. Trois jours après, une lettre du président du conseil de la marine communiquait cet arrêt à Verrier.

Le 18 octobre 1730, MM. de Beauharnois et Hocquart envoyaient au ministre un premier rapport. Verrier, y disaient-ils, demandait deux ans pour terminer l'inventaire des greffes de trente et un notaires. Avec quel soin et quelle perfection Verrier s'acquitta

de sa tâche, le savant historien du notariat nous l'a dit longuement. Il est inutile d'y revenir. Tous les jours ce laborieux arrivait au bureau du greffier à sept heures du matin. Aussi, le 7 février 1732, le président du conseil de la marine annonçait à Verrier qu'il lui avait procuré une gratification de mille livres. Grâce à son rapport qui dénotait beaucoup de travail, ajoutait le président, il pourrait préparer trois déclarations.

La première de ces déclarations que Verrier aurait à examiner avec MM. de Beauharnois et Hocquart, regardait les déficiences des actes des notaires à faire valider; la seconde, les conventions matrimoniales; la troisième imposait des amendes aux notaires qui n'observeraient pas les formalités requises. Ces déclarations furent examinées avec le concours de Messieurs de Lotbinière et Cugnet, conseillers, qui firent rapport en France en octobre 1732.

Vers la même époque, on confiait à Verrier la confection du papier-terrier, ce qui voulait dire un relevé de tous les aveux, dénominations et déclarations. Ce travail, dont le lent achèvement impatiente souvent le ministre, ne fut terminé qu'en 1740. En 1738, on laissait espérer à Verrier une gratification. Mais trois jours plus tard, un arrêt commettait Verrier à la rédaction d'un procès-verbal des registres du greffe de l'Amirauté de Québec, sans qu'il fût question de gratification. Le 4 octobre 1740, M. Hocquart écrivait au ministre: "M. Verrier m'a remis son septième et dernier volume" (il y eut un supplément en 1744). Joseph-Edmond Roy y a vu un travail de bénédictin. Quant à la gratification, des lettres de Verrier en date des 4 octobre 1736, 17 octobre 1738, 14 octobre 1739, 20 octobre 1744 et 27 novembre 1745, paraissent être restées sans réponse. Dans l'intervalle le gouverneur et l'intendant ne cessent de louer Verrier dans leurs dépêches à la Cour, notamment le 3 octobre 1733, le 7 octobre 1734, le 15 octobre 1738 et le 27 septembre 1739.

* * *

J'arrive maintenant au *magnum opus* de Verrier, la raison d'être de sa biographie: ses cours de droit.

Il me fait plaisir de citer ici un homme que j'ai beaucoup admiré, et dont j'ai prononcé la nécrologie à la Société royale du Canada: l'honorable juge Riddell, de Toronto, dont la contribution

à la petite histoire de notre pays est monumentale. Dans un article consacré à Verrier, il disait: "But his greatest title to be remembered, *me judice*, is that he established the first Law school in this country, indeed on this continent." Je laisse au juge Riddell la responsabilité de ces derniers mots, mais pour ce qui est des États-Unis, M. Erwin N. Griswold, l'éminent doyen de la faculté de droit de Harvard, la plus ancienne des États-Unis, fondée le 14 mai 1817, m'assure que les cours de droit dans son pays ne commencèrent guère qu'un demi-siècle après ceux de Verrier.

Mathieu Collet, le précurseur malheureux, avait songé, le premier, à donner de ces cours. Le roi, à cette occasion, consentit même à solder les frais des livres nécessaires. Faute d'encouragement, Collet dut y renoncer. MM. de Beauharnois et Hocquart disaient dans un mémoire au Roi en date du 1er octobre 1732, — et l'on voit là leur scepticisme à propos de l'initiative de Verrier et les raisons de l'insuccès de Collet —: "En général dans un pays aussi pauvre que celui-cy on fait peu de cas d'une place honorable où il n'y a point de profit. Le Sr. Verrier, procureur général, se prestera volontiers à donner des leçons de droit français, mais il n'aura point d'auditeurs s'ils ne sont flattés de l'espérance que leur travail les conduira à quelque employ utile; nous ne pouvons laisser ignorer à Sa Majesté toutes ces circonstances." Ces cours de droit étaient destinés aux jeunes gens de bonne famille qui se présenteraient, et aux Messieurs du Conseil supérieur, qui, au dire des intendants, "n'avaient de juristes que la vague intention de le devenir³."

Pressé de donner à Québec de telles conférences, Verrier accepta, et écrivait au ministre le 9 octobre 1733: "Je n'ai d'autre ambition que de consacrer sans réserve tous les moments de ma vie à l'utilité publique." Ses élèves furent peu nombreux, comme on devait s'y attendre. La plupart de ceux que nous connaissons furent cependant des hommes distingués. Dans sa lettre au ministre, citée plus haut, Verrier mentionnait ses deux premiers élèves, les derniers récemment nommés au Conseil supérieur, Jean-Victor Varin de la Mare, nommé le 18 février 1733 et François Foucault, nommé le 18 avril de la même année. En 1736 il comptait trois nouveaux élèves: Jacques de la Fontaine de Belcour, nommé le premier avril 1735,

3. Beauharnois et Hocquart au ministre", 1737, AC, Corr. gén. v. 367: 63-10.

ancien secrétaire du gouverneur de Beauharnois (ce même Belcour, en octobre 1732, écrivait au comte de Maurepas, ministre et secrétaire d'État, une lettre importante sur les abus commis chez les notaires et sur les moyens d'y remédier, remède qui ne fut appliqué que longtemps après par l'introduction des lois sur le régime d'enregistrement); Jean-Baptiste Gaillard, nommé le 27 mars 1736, et Guillaume Guillimin, né à Québec en 1713, fils du conseiller Charles Guillimin, un jeune homme qui avait l'ambition de marcher sur les traces de son père et donnait les plus belles espérances. (Le père mourut, le 27 février 1739, et ne paraît pas avoir été remplacé immédiatement.) Le 20 septembre 1741, Guillaume était nommé assesseur, et le 25 mars 1744, il devenait conseiller. Il fut lieutenant du grand amiral de France en l'amirauté de Québec et épousa Claire Geneviève Foucault. Ils eurent dix enfants, dont trois seulement atteignirent l'âge de maturité. L'aînée, Charlotte, épousa en premières noces Joseph-Amable Trottier Desrivières, et en secondes noces l'honorable James McGill, fondateur de la grande université qui porte son nom. Elle fut enterrée à Montréal, dans l'église Notre-Dame. Guillimin fut le premier Canadien français appelé au Barreau, le 9 juillet 1766.

Le 6 mai 1737, le président du conseil de marine exprimait à Verrier sa satisfaction des conférences de droit. Quatre jours plus tard, le Roi, dans un mémoire à MM. de Beauharnois et Hocquart, invitait les Canadiens doués de dispositions pour les études juridiques à suivre les cours du sieur Verrier. Ainsi pourraient-ils se mettre en état de remplir la charge de conseiller. Pour la première fois, croyons-nous, les Canadiens apprenaient que les portes du Conseil leur seraient ouvertes. Et il n'est que juste de dire que, de bon gré et sur les représentations de Verrier, le roi, dans les nominations du Conseil, donna préférence aux élèves des conférences de droit⁴.

L'année suivante amenait à Verrier de nouveaux élèves, dont le plus important était Michel Berthier, chirurgien du Roi, âgé de 44 ans, qui devait mourir l'année suivante en soignant un immigrant d'une maladie contagieuse. Sa femme, Marie-Anne Denys de

4. "Mémoire du Roi à Beauharnois et Hocquart", 15 mai 1738, AC., corr. gén., C.A. 69: 6-53; "le ministre à Verrier", 18 mai 1738, AC. série B. v. 66: 186; "A Beauharnois et Hocquart", 13 avril 1940, Minutes des Lettres, AC., série B. v. 70-1: 79-80; "le ministre à Verrier", *Ibid.*, v. 70-1: 192-93. "Mémoire du Roi", *Ibid.*, v. 70-1: 200-21; "Mémoire du Roi", 24 mars 1744, *Ibid.*, v. 78: 140-41.

Saint-Simon, était, comme nous l'avons vu, la belle-sœur et légataire universelle de Collet, prédécesseur de Verrier.

Avec Berthier se présentaient chez Verrier trois employés au bureau du Domaine, dont nous ne connaissons pas les prénoms: Moreau, Dusautoy et Pouchot. Ce dernier serait-il parent de celui qui en 1756 était commandant au fort Niagara, et dont les mémoires furent publiés en 1781, à Yverdon, France? Un autre élève de Verrier fut un nommé Martel, écrivain au magasin du roi; un autre était le fils de Lanouillier de Boisclerc, grand voyer, fils lui-même de Nicolas Lanouillier, conseiller. En 1754, l'élève de Verrier et son frère étaient déclarés absents depuis douze ans. Enfin, un autre fils de conseiller, Thomas-Marie Cugnet, fils de François-Étienne, fut nommé conseiller assesseur le 4 octobre 1754 et conseiller le 24 avril 1757. Il fut, après Guillimin, un des premiers Canadiens qui se destinèrent à ce poste. Né à Québec le 14 février 1728, il aurait commencé à suivre des cours de droit à l'âge de onze ans!

Cette année 1739, Verrier fut obligé de porter le nombre de ses cours d'un à deux par semaine. Le 14 octobre, il annonce ce fait au ministre de la marine, et donne un aperçu de ses cours⁵. Sa tâche n'est pas des plus faciles. Il enseigne, comme il le dit lui-même, à des gens qui n'ont "aucune teinture" de jurisprudence. Et le professeur est surchargé. Le Papier-Terrier "roule sur moy seul, aidé d'un commis", se plaint-il; et il a sur les bras les affaires du Conseil Supérieur qui vont se multipliant. Le professeur Verrier dicte puis explique. Et voici le programme qu'il suit d'après ses propres indications: il commente le 1er volume des *Institutions* de M. Argou, du droit français, avec application qu'y peuvent avoir règlements et usages propres à la colonie. Selon la même méthode, il fait voir à ses étudiants, le 2e vol. de ces *Institutions*. Puis, quand ils seront "fortifiez dans le fonds du Droit", ajoute le professeur, "je les mettray" au fait de ce qui concerne la forme, en leur faisant lire les Ordonnances civiles et criminelles.⁶

En 1740, on compte deux nouveaux élèves: le premier est René-Ovide Hertel de Rouville, né à Port Toulouse (Cap Breton). Il

5. "Verrier au ministre", 19 sept. 1736, AC., corr. gén., v. 66: 55-60; "Verrier au ministre", 14 oct. 1739. *Ibid.*, v. 72: 52-59.

6. "Verrier au ministre", 15 oct. 1738. AC., corr. gén., v. 70: 132-37; "Verrier au ministre" 14 oct. 1739 *Ibid.*, v. 72: 52-59.

avait, le 20 mai 1741, épousé Louise-Catherine de Leigne, fille du lieutenant général de la prévôté, dont nous avons eu l'occasion de parler. Il eut une carrière mouvementée: lieutenant général de la juridiction royale des Trois-Rivières, il passa en France après la conquête, et fut, paraît-il, intendant de la maison du prince de Condé. En 1763, il rentrait au Canada et dès le 20 mars, il était nommé grand voyer du district de Montréal. Enfin, après avoir occupé d'autres postes, il était nommé juge des Plaidoyers communs pour le district de Montréal, et le 7 janvier 1790, sa commission fut étendue au district de Québec. Il mourut à Montréal le 12 avril 1793. Pierre-Georges Roy lui a consacré une monographie⁷. Enfin Verrier compte parmi ses élèves Jean-François Gautier, médecin du roi. "Ce dernier," écrit-il au ministre de la marine, le 20 octobre 1740, "excite l'émulation des autres par l'assiduité qu'il donne à mes leçons autant que les devoirs de sa profession lui en laissent le loisir." L'ardeur de Gautier au travail fut récompensée. Le 25 mars 1744, il était nommé conseiller⁸.

A partir de cette date, nous cessons, tout comme Joseph-Edmond Roy et Ignotus (sir Thomas Chapais) de suivre les élèves de Verrier année par année. Le 22 octobre 1743, le professeur annonce au ministre: "Le sieur Perthuis, dont j'ai eu l'honneur de vous parler l'année passée a été reçu assesseur au cours de février dernier." Le même Joseph Perthuis devait être nommé conseiller le 1er janvier 1748, et remplit temporairement les fonctions de procureur général, de la mort de Verrier à la fin du régime français.

Nous savons que Verrier fit deux voyages en France. Le 23 août 1745, le président du conseil de la marine prie Verrier de se rendre à Paris avec toute la diligence que sa santé peut lui permettre. Quand eut lieu ce départ pour la France et combien de temps dura son séjour? Nous l'ignorons; mais le 27 octobre 1745, Verrier parle au ministre de ses cours: "J'ose vous certifier, Monseigneur, l'assiduité de ceux qui y viennent et leur émulation à mériter dans le temps les effets de la protection de votre Grandeur. Le fils de Sr. Foucher, mon substitut à Montréal, un des nouveaux sujets qui assistent à ces conférences, paraît avoir autant de disposition que de bonne

7. *Bulletin des recherches historiques*, XII: 129.

8. "Mémoire du Roi", 24 mars 1747. AC., Série B. v. 78: 140-41.

volonté.⁹ Le 23 février 1748, le président du Conseil de Marine, par lettre à MM. de la Galissonnière et Bigot, permet à Verrier de passer en France pour y régler des affaires de famille. Il en avertit Verrier, ajoutant qu'il lui a procuré une nouvelle gratification en récompense de son application à donner des conférences de droit et à poursuivre la confection du papier-terrier.

Le départ de Verrier pour la France fut retardé, car le 4 octobre 1749, l'intendant Bigot écrivait au Ministre: "M. Verrier, procureur général, passe en France, profitant du congé qui lui avait été donné ci-devant. Je compte qu'il reviendra l'année prochaine. Il convient de l'y engager étant nécessaire au Conseil, et supposé qu'il prit le parti de rester en France, trouvant à s'y placer comme il le souhaiterait, je vous prie de faire chercher quelqu'un capable et au fait de la jurisprudence pour mettre à sa place, on en a grand besoin. Je lui ai fait payer la gratification extraordinaire de six cents francs que M. le comte de Maurepas lui avait procurée." Le 14 juin 1751, ce dernier écrit à MM. de La Jonquière et Bigot qu'il a augmenté de 400 livres la gratification de 600 livres dont jouit le sieur Verrier, procureur général.¹⁰ Serait-ce pour l'encourager à retourner au Canada? On constate que, de 1744 à 1754, les nouveaux membres du Conseil ne semblent pas avoir été élèves de Verrier. Mais le 8 juin 1753, le ministre de la Marine fait savoir à Verrier qu'il est toujours disposé à donner aux jeunes gens qui suivent ses conférences sur le droit, préférence pour les places vacantes au Conseil supérieur.

Verrier lui répond le 24 octobre suivant: "Aussitôt après réception de la lettre que vous m'avez fait la grâce de m'écrire, le 8 juin dernier, j'ai instruit les jeunes gens qui s'appliquent à mes conférences de droit de la disposition où vous daignez, Monseigneur, me marquer que vous serez toujours prêt de leur donner la préférence pour les places qui vaqueront au Conseil supérieur. Ils ne sont pas moins reconnaissants que moi de ce témoignage si encou-

9. François Foucher, né à Maillebois, diocèse de Chartres, se marie à Québec le 26 novembre 1714; puis à Lévis, le 2 octobre 1728. Du second mariage il eut treize enfants qui, à partir de 1738, paraissent nés dans la région de Montréal. Appelé aussi Foucher de Labrador, il fut écrivain du Roy, substitut du procureur et conseiller du Roi. Il était à Montréal en janvier 1757. (Mgr Tanguay). Ses fils seraient bien jeunes pour être élèves de Verrier en 1745!

10. "Hocquart au ministre", 24 oct. 1746. AC., corr. gén. C⁷A, v. 85: 385-91; "Le Ministre à Verrier", 23 fév. 1748, AC., Série B. v. 87: 148-49.

rageant de votre protection, et j'ose vous répondre, Monseigneur, qu'ils vont travailler plus sérieusement que jamais à s'en rendre dignes." Puis il annonce six nouveaux élèves, qu'il ne nomme pas et un septième dont il fait l'éloge. Il se nommait Jacques Imbert. Il était fils de Jean Imbert, exempt des maréchaux de France et d'Edmée Chambrois. Originaire de Montargis, en Champagne, il semble être venu au Canada en 1740 comme écrivain du Roi; mais le 31 août 1740 il était nommé notaire royal, profession qu'il exerça jusqu'en 1750, alors qu'il fut nommé Commis des trésoriers généraux. Il fut nommé conseiller le 15 mars 1754 et remplaça provisoirement Verrier après la mort de celui-ci. Puis vint Thomas-Marie Cugnet, déjà nommé, le dernier en date des membres du Conseil supérieur.

* * *

Le 17 septembre 1757, par bail passé devant son ancien secrétaire et protégé, Christophe Hilarion Dulaurent, Verrier louait pour trois ans, de François Charlery, charpentier, demeurant rue Saint-Georges, à Québec (aujourd'hui rue Hébert) et de son épouse, née Angélique Marcoux, "tout l'étage du haut de leur maison... consistant en une salle, une chambre, une petite garde-robe avec une grande chambre ayant vue tant sur le devant que sur le derrière, une cave, un caveau et un grenier." Le terrain, qui mesurait quarante pieds de front, commençait à 90 pieds du coin de la rue Sainte-Famille. La Faculté de médecine de l'Université Laval est maintenant installée à cet endroit. C'est là qu'il mourut, le 13 septembre 1758. Il fut inhumé dès le lendemain, dans la crypte de la Basilique. Un acte de sépulture, signé du curé, porte qu'étaient présents Messieurs Foucault (son ancien élève), Barthémy (?) "et autres conseillers du Conseil Supérieur, et grand nombre de personnes de toute condition."

Cet homme qui avait formé et protégé des notaires, qui avait eu l'un d'eux pour secrétaire, Christophe Hilarion Dulaurent, mourait intestat. Joseph Perthuis (et non pas Ignace son frère, procureur du roi), qui remplissait par intérim la charge de procureur général dont Verrier fut le dernier titulaire, confia le soin de sa succession, non pas à Dulaurent ou à quelqu'un des protégés de Verrier, mais à Jean-Baptiste Decharnay, appelé à une charge de notaire deux ans

auparavant. Decharnay devait cesser d'exercer sa profession au printemps de 1759, pour mourir un an plus tard. Sa mort, ainsi que nous le verrons, occasionna des retards et des complications. Du reste, Dulaurent mourait le même mois que Decharnay.

Verrier avait eu un frère aîné, qui fut son parrain, Henri-Guillaume, et une sœur, Françoise-Thérèse, qui avait épousé Barthélemy René Mayard, avocat au Parlement de Poitiers. Sa fille unique, Françoise Charlotte, épousa M. Filleau, avocat du Roi au présidial de Poitiers, qui hérita d'une moitié de la succession de Verrier. L'autre moitié fut divisée entre les deux enfants de son frère: Claude Pierre, procureur au Parlement à Paris, où il habitait rue des Bernardins, et Suzanne, épouse de Nicolas Biberou d'Egreulles, seigneur de Fougerolles et conseiller général aux Eaux et Forêts, à Chartres. Elle mourut avant la fin de la liquidation, et le 14 janvier 1776, ses trois enfants touchaient, à titre de solde de leur part, chacun la somme de 15 livres 10 sols. La liquidation de cette succession fut pénible. A la mort du notaire, la veuve de ce dernier se transporta avec tous ses biens, à la Pointe-aux-Trembles, où sa maison fut pillée et beaucoup de ses papiers disparurent. Le Séminaire de Québec dut se charger des recouvrements et correspondre, à cet effet, avec celui de Paris.

La bibliothèque de Verrier, qui comprenait près de trois mille volumes, fut, paraît-il, vendue aux enchères. M. Antoine Roy, archiviste de la Province, dans son ouvrage intitulé "Les lettres, les sciences et les arts, au Canada", promet d'en publier un jour le catalogue. Qu'il nous soit donné de l'espérer. Il jetterait certainement un jour considérable sur les lectures des juristes et des lettrés d'alors.

Quant à la vie privée de Verrier, on en sait peu de chose. Philias Gagnon dit qu'il est mort célibataire — ce que nous savions — et qu'il aimait les chats et les échecs. On trouve, en effet, dans sa succession, un jeu d'échecs complet. L'homme était fort estimable. C'était un esprit désintéressé. C'est de son propre mouvement, que Verrier entreprit de donner ses cours de droit "par l'extrême rareté, nous dit-il, de sujets qui eussent quelque teinture de jurisprudence"¹¹. Et ces cours, il les donne d'abord gratuitement, sans même la moindre compensation pour les frais de livres auxquels ces conférences

11. "Verrier au ministre", 30 sept. 1747. AC., corr. gén., v. 82: 86-90.

l'engagent¹². Cependant Verrier ne fait aucun commerce et se dit incapable de se soutenir de ses seuls appointements de procureur général. Le roi refuse néanmoins d'entrer dans aucune dépense et, malgré les multiples recommandations du gouverneur et de l'intendant, fera attendre douze ans la première gratification accordée au professeur.

Joseph-Edmond Roy, à qui nous devons la presque totalité des renseignements contenus en cet article, était un grand admirateur de Verrier, auquel il a consacré une trentaine de pages du tome premier de son *Histoire du notariat*. Dès 1895, il écrivait: "Nous possédons sur ce magistrat des renseignements complets que nous livrerons au public si Dieu nous prête vie... C'est une belle carrière à étudier."

Quatre ans plus tard, dans l'ouvrage plus haut cité, il écrivait: "Nous avons sous les yeux une correspondance assez volumineuse que Verrier entretenait avec ses parents et amis de France pendant les trente années de sa vie passée au Canada. C'est là où l'on peut voir la sollicitude qu'il entretenait pour ses élèves."

Que sont devenus ces documents? Sûrement, ils ne sont pas disparus. La Commission des Lieux et Monuments historiques du Canada a décidé de poser, en 1953, à l'occasion de la réunion de l'Association du Barreau canadien, une plaque à l'endroit où s'élevait la maison où Verrier est mort. A la cérémonie du dévoilement, il faudra qu'un historien de Québec, le seul endroit où l'on puisse se renseigner sur Verrier intime, fasse connaître aux juristes venus de tous les coins du pays, les détails de la vie de ce précurseur!

Juge Edouard FABRE-SURVEYER,
Outremont, (Québec)

12. "Verrier au ministre", 30 sept. 1747. *Ibid.*, v. 82: 86-90.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie: Joseph-Edmond Roy: *Histoire du notariat*, t. 1 (1895). *Bulletin des recherches historiques*; *passim*. *Rapport de l'archiviste du Canada*, 1904, 1905. *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec*, 1921—2. P.-Geo. Roy: *Le vieux Québec*, t. 1 (26). *Ignotus*: "La Presse", 20 décembre 1902. Article du juge William R. Riddell. Enfin, pour ce qui concerne la succession de Verrier, la correspondance est conservée aux archives du Séminaire de Québec, correspondance pour l'examen de laquelle, l'auteur de cet article doit remercier M. l'abbé Honorius Provost.

APPENDICE

Canada 19 septembre 1736.

Monsieur Verrier
Procureur Général

Monseigneur,

Si j'ay à me féliciter de ce que les volumes du Papier Terrier, envoyez l'année dernière, m'ont mérité l'approbation de Votre Grandeur au sujet de ce travail, j'ose me promettre qu'elle n'aura pas moins de satisfaction de l'attention suivie que j'y donne pour l'achever au plus tard dans le temps qu'elle veut bien elle-même reconnaître qu'un tel ouvrage exige.

J'ay remis à M. l'Intendant deux nouveaux volumes des aveus, Dénombrements et déclarations du Papier Terrier, ils sont dans une forme aussy complete que les premiers et avec de pareilles tables; j'espère estre en état d'en remettre autant l'année prochaine et le reste l'année suivante.

Lès assurances que vous daigniez, Monseigneur, me donner de me faire ressentir alors les effets de la protection de Votre Grandeur, en m'accordant une nouvelle gratification, me pénètrent de la plus vive reconnaissance et me feront redoubler mes efforts pour m'en rendre encore plus digne.

Je me flatte qu'en même temps vous voudrez bien avoir égard, Monseigneur, aux Conférences de Droit que je continue toujours avec la même application, et s'il m'est permis de le dire avec le même succès. Le sieur de La Fontaine et le Sieur Gaillard nouvellement reçus Conseillers y sont venus entr'autres absolument avec le fils du Sieur Guillimin ancien Conseiller, et qui est un jeune homme qui donne beaucoup d'espérance; comme de pure instructions de vive voix ne conservent pas si aisément ni même si fidèlement dans la mémoire une infinité de choses importantes, et surtout

les édits, déclarations et Réglements particuliers à ce pays, qui par le défaut d'impression demeurent comme ignorez peu de temps après leur enregistrement, n'en restant au plus que des notions très confuses, soit parce qu'on ne s'avise guères de recourir aux Registres du Conseil Supérieur, soit qu'il ne veuille pas s'en donner la peine, ou qu'on ne soit pas à portée de le faire, ces Messieurs m'ont invité les premiers de leur donner des cahiers, à l'aide desquels en profitant du dépouillement exact que j'en ay fait pour mon utilité personnelle, ils puissent plus sûrement les retenir, une émulation aussi louable de leur part s'accordait trop avec le zèle que mon devoir m'inspire pour n'avoir pas volontiers partagé le temps des conférences à donner d'abord une petite dictée et à l'expliquer plus au long de vive voix, elles acquièrent aussy l'avantage d'avoir quelque chose de plus solide et de plus méthodique et je me trouve par là bien dédommagé du plus de loisir qu'elles demandent pour m'y préparer; il est vray que M. l'Intendant à qui j'ay communiqué ce plan et mes cahiers, semblerait préférer de simples conférences ou entretiens, mais j'estimerai qu'il a en cela bien moins d'égard au surcroît de travail que cela me peut couster, estant bien persuadé que je m'y livre avec plaisir sans me distraire de mes autres devoirs, que d'indulgence pour la délicatesse de quelques particuliers qui trouvaient apparemment cet arrangement trop scholastique, le présumant peu convenable à des personnes d'un certain âge. Cependant comme je n'ay d'autre intention que de m'accommoder au goût de tout le monde, je ne feray de dictées qu'à ceux qui paraistront le souhaiter et je ne laisseray pas de continuer pour mon usage particulier la composition de ces cahiers, comptant même exécuter le projet que j'ay formé depuis des temps si je porte, comme je l'espère cet ouvrage à un certain point de perfection, de vous supplier, Monseigneur, de m'accorder la grâce de le donner au public sous les auspices de Votre Grandeur.

Je suis avec un profond respect

De Votre Grandeur

Le très humble et très obéissant serviteur,

Verrier

A Québec le 19 septembre 1736.